



Véhicules plus sobres, lutte contre la fraude, réduction des plages horaires... Les opérateurs de transport multiplient les initiatives pour réduire leurs coûts de fonctionnement. Photo Pierre Gleizes/RÉA

Transport public : trafic en hausse, recettes en baisse

- La plupart des réseaux de province n'ont pas répercuté la hausse de TVA.
- La dégradation des comptes pourrait déboucher sur une réduction de l'offre.

TRANSPORT

Lionel Steinmann
lsteinmann@lesechos.fr

L'équilibre économique des transports urbains de province continue de se dégrader. Sur les huit premiers mois de 2014, la fréquentation des réseaux de bus, tramways et métros a certes augmenté de 3,7 %, comme l'a rapporté la lettre spécialisée « Mobilicités ». Mais malgré ce surcroît de voyageurs, les recettes commerciales sont, elles, en baisse de 0,7 %, ce qui fragilise un peu plus les comptes d'exploitation des opérateurs.

« L'augmentation de la fréquentation montre que l'appétence des Français pour les transports en commun reste forte, analyse Claude Faucher, délégué général de l'Union des transports publics et ferroviaires (UTP), l'organisation professionnelle du secteur. La baisse concomitante des recettes est en revanche très préoccupante. »

Ce recul, fait valoir le responsable, s'explique notamment par le passage de 7 à 10 points au 1^{er} janvier 2014 de la TVA s'appliquant sur les tickets. La plupart des collectivités n'ont pas souhaité le répercuter immédiatement sur les tarifs, sans doute pour ne pas risquer de mécontenter les utilisateurs à quelques semaines des élections municipales. Cela a contribué mécaniquement à limiter les recettes.

Des augmentations ont certes eu lieu dans certaines villes à la rentrée de septembre, mais elles seront

sans doute insuffisantes pour infléchir la tendance de fond. « Le mouvement de déconnexion entre le coût réel du service et ce qui est payé par l'utilisateur se poursuit », déplore Claude Faucher.

Baisse des dotations de l'État

Selon l'UTP, les recettes commerciales ne couvrent plus en moyenne que 30 % des dépenses de fonctionnement, contre 39 % il y a dix ans. Une tendance d'autant plus alarmante que les deux autres sources de financement des transports publics ne peuvent pas prendre le relais : le versement transport acquitté par les entreprises a atteint un plafond, et la baisse des dotations de l'État va contraindre les collectivités locales à faire de sérieuses économies. Dans le

même temps, les coûts augmentent du fait de l'étalement urbain, qui pousse à l'extension des réseaux pour desservir des zones de moins en moins denses.

Les conséquences de cet effet de ciseaux entre dépenses et recettes se font déjà sentir. Pour augmenter les rentrées commerciales, les opérateurs comme Keolis ou Transdev ont donné ces derniers mois un coup d'accélérateur à la lutte contre la fraude.

Surtout, selon un expert du secteur, certains responsables de réseau dans les villes de taille moyenne ont déjà commencé à réfléchir à une réduction des dépenses, c'est-à-dire à une baisse de l'offre de transport. Celle-ci peut se traduire par une réduction de l'amplitude horaire (les bus ou les tramways cessent de circuler plus tôt en soirée), ou plus discrètement, par une diminution des fréquences : le bus ne passe plus que tous les quarts d'heure, au lieu de toutes les dix minutes. Avec le risque que ces mesures ne tirent la fréquentation, et donc les recettes, vers le bas.

Par ailleurs, les professionnels réfléchissent aux économies qui pourraient être réalisées sur les véhicules et leur coût de fonctionnement. « Il faudra sans doute adapter les réseaux, avec des transports publics plus sobres, moins luxueux qu'aujourd'hui, notamment pour les tramways. Elus, constructeurs, opérateurs se sont fait plaisir en bâtissant une offre d'une qualité extrême, mais qui coûte cher », déclarait-il y a quelques semaines Jean-Marc Janailac, président de l'UTP et de Transdev.



À NOTER

Le syndicat FO-transports a lancé un appel à la grève samedi dans les transports urbains et interurbains pour dénoncer la hausse de l'insécurité.

Les chiffres clefs

3,7 %

L'AUGMENTATION DU TRAFIC

dans les réseaux de province sur les huit premiers mois de 2014.

0,7 %

LE REcul

des recettes commerciales dans ces réseaux sur la même période.